

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur: Frédéric Aimard - 16 septembre 2024 - 1,50 €

N° 101

À qui perd gagne

Il y a deux manières de considérer la formation du gouvernement Barnier. Soit on se situe dans la mécanique improbable de l'équilibre politique, des pressions, des coups tordus et des non-dits supposant dissimulation et petits arrangements. Soit on essaye de comprendre non seulement les inévitables impératifs politiques mais aussi la vue d'ensemble que nécessite la situation actuelle, avec tous ses impondérables, qu'on en tienne ou non compte.

Dans la première optique, on se place dans le prolongement des interrogations qui ont amené Emmanuel Macron à nommer Michel Barnier Premier ministre. Il est maintenant admis que, directement ou indirectement, le président de la République ou son secrétaire général, le si discret et efficient Alexis Kohler, a obtenu l'aval de Marine Le Pen pour la nomination du Savoyard ou, plus précisément, pour qu'elle ne vote pas immédiatement une motion de censure, garantissant une certaine pérennité au gouvernement. Alexis Kohler aurait même œuvré pour cette solution dès le lendemain des élections législatives, au début juillet.

Dans cette perspective, peu importait que Les Républicains, dont se réclame Michel Barnier, n'aient que 39 députés à l'Assemblée – mais tout de même 139 sénateurs. Outre la candi-

dature autoproclamée de Lucie Castets pour le NFP, à laquelle personne ne pouvait raisonnablement croire, on a agité, y compris à l'Élysée, les noms de Bernard Cazeneuve à gauche et de Xavier Bertrand à droite, en fait pas soutenus par leurs partis, ainsi que du fantomatique président du Conseil économique, social et environnemental Thierry Beaudet. Ces trois-là au moins ont même dû recevoir des encouragements du chef de l'État, mais on peut douter de leur sincérité.

Pour composer son gouvernement, Michel Barnier a traité avec le président, mais aussi avec les partis, le sien jouant le jeu, puisque Laurent Wauquiez s'est

rallié à une participation active. Il a pris en compte les compétences et la capacité de s'atteler aux grands dossiers qui attendent les futurs ministres, autrement dit les énormes difficultés auxquelles est confrontée la France. L'accroissement constant de la dette, mais aussi la dégradation de la productivité s'ajoutent à l'éducation et à la santé, deux secteurs où manquent non seulement l'argent mais le personnel compétent, ce qui suppose de profondes réorganisations. L'immigration et la sécurité, même en partie liées, doivent être traitées chacune en tant que telle. Enfin, la place de la France dans le monde et ses alliances ont besoin de

constance dans leur définition et leur mise en œuvre à travers tant leurs acteurs nationaux que leurs interlocuteurs étrangers, y compris au plan économique.

Le Parlement restant bloqué jusqu'à une éventuelle



SOMMAIRE

P. 1 : À qui perd gagne..
P. 2 : Fête nationale du sport ! La France pauvre.
P. 3 La fin des prospectus. Lectures. P. 4 : L'Abbé Pierre. P. 6 : Les grandes messes de l'élevage.
P. 7 : Gaza-Damas-Beyrouth-Téhéran. Une première mondiale avec SpaceX. P. 8 : Draghi.
- Afghanistan. PP. 8-9 : Théâtre.

■ **Migrants** : Encore 8 migrants se sont noyés dans la Manche, lorsqu'une embarcation avec 60 personnes à bord, dont 6 seulement avaient des gilets de sauvetage, a chaviré au large d'Ambleteuse (Pas-de-Calais) dans la nuit du 14 au 15 septembre.

■ **Social** : L'usine historique des chocolats Poulain (Groupe Carambar) à Blois a fait l'objet d'une proposition d'achat le 11 septembre par le confiturier Andros, qui maintiendra la marque Poulain et les 109 emplois qui restaient.

■ **Social** : La marque de vêtements *Esprit*, en redressement judiciaire depuis le 18 juillet à la suite du dépôt de bilan en Allemagne de la filiale européenne de cette société américaine, a été mise en liquidation judiciaire en France par le tribunal de commerce de Nanterre le 9 septembre. À son dernier exercice, elle employait 145 personnes dans notre pays, pour un chiffre d'affaires de 32 millions d'euros dans une centaine de magasins.

■ **Santé** : Un rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, publié le 13 septembre, pointe les risques d'épidémies de dengue et de chikungunya que fait courir l'invasion non contrôlée des moustiques-tigres.

■ **Sénat** : La sénatrice radicale de Saint-Pierre et Miquelon, Annick Girardin, ancienne ministre, élue le 24 septembre 2023, a vu son mandat annulé le 13 septembre 2024 par le Conseil constitutionnel, pour défaut d'ouverture d'un compte spécifique

dissolution l'an prochain et la population demeurant très circonspecte vis-à-vis de la classe politique, il va aussi falloir faire preuve de prudence, ne serait-ce que pour ne pas donner l'impression qu'on joue à qui perd gagne.

Jean-Gabriel Delacour

Fête nationale du sport !

Mais à quoi joue Emmanuel Macron ? Il donne l'impression de chercher des occupations puisqu'il dispose apparemment de plus de temps qu'auparavant. Aussi, entre la rentrée du Conseil d'État le 11 septembre et un déplacement à l'assemblée générale des Nations-Unies à New York le 23, il a décidé de rappeler son existence en associant son nom aux heureux moments des Jeux olympiques et paralympiques. Le 14 septembre, il a donc créé 187 décorés de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du Mérite, deux distinctions qui restent très proches même s'il faut en théorie vingt ans de services rendus pour la première et dix pour la seconde. Surtout, rompant avec la tradition gaullienne qui avait limité drastiquement le nombre des décorations, il a annoncé vouloir un ordre spécifique pour les athlètes médaillés et instaurer chaque 14 septembre une Fête nationale du sport.

On risque ainsi de repartir dans l'inflation des commémorations qui caractérise notre époque. Il y a pourtant en France une Fête nationale et on ne comprend pas très bien pourquoi il en faudrait des particulières, sinon pour atomiser et par-

celliser un peu plus une population en quête d'unité. Ce genre de festivité ne se commande pas : il se révèle comme cela a justement été le cas avec les Jeux. Vouloir la pérenniser, l'institutionnaliser et la solenniser relève du gadget – ou du calcul politicien.

On doit aussi faire remarquer que septembre n'apparaît guère propice à ce genre de manifestation. Outre qu'il s'agit du mois de la rentrée, accaparant les énergies des grands et des petits, et de celui de bien des festivals et des expositions, il se trouve déjà riche de deux types de rassemblements occupant beaucoup de bénévoles et le grand public : les Forums des associations et les Journées européennes du patrimoine. Si le président connaissait un peu la texture des territoires et la manière dont s'organise la vie locale au sein des régions, il n'aurait pas eu cette idée fleurant un peu trop l'opportunisme.

Précis

La France pauvre

Les rapports des organisations caritatives font écho aux statistiques officielles et leur donnent une illustration concrète : la pauvreté est un phénomène massif, qui ne cesse de s'étendre. Il est vrai que l'inflation ralentit mais il faut se garder d'une illusion : la baisse du taux d'inflation signifie que la hausse des prix est moins rapide mais elle continue à se faire sentir. C'est une baisse des prix qui permettrait des gains de pouvoir d'achat, or, sauf dans quelques secteurs précis, nul ne la voit poindre à l'horizon.

Malgré les aides sociales, le volume de la consommation a chuté de 10 % en trois ans et, aujourd'hui, un Français sur quatre ne mangerait pas à sa faim. Malgré les chèques énergie, de nombreuses familles ont renoncé à se chauffer, réduisant au minimum les éclairages et l'utilisation des appareils électriques.

Le nombre de repas quotidiens a été réduit dans de nombreux foyers, beaucoup de parents se privent pour leurs enfants et on observe que la demande se porte principalement sur des produits alimentaires de médiocre qualité.

On pense bien sûr aux familles frappées par le chômage mais les « *travailleurs pauvres* », apparus à la fin du siècle dernier dans les pays développés, sont de plus en plus nombreux. Les deux tiers des Français ont connu ou connaissent des situations de pauvreté, ce qui indique l'intensité des angoisses collectives.

Comme le précédent, le nouveau gouvernement va très vite faire le tour d'un immense problème en forme d'impasse : les aides sociales sont indispensables pour éviter de trop fortes explosions sociales mais elles sont insuffisantes ; or le Parlement ne votera pas de hausses d'impôts car une nouvelle dissolution est possible l'été prochain. La Commission européenne exige la réduction de la dette publique et du déficit budgétaire, qui risquent de freiner encore la croissance et d'augmenter le chômage.

Une crise sociale de haute intensité peut venir s'ajouter à une crise politique qui ne trouvera pas de solution avant 2027 – au plus tôt !

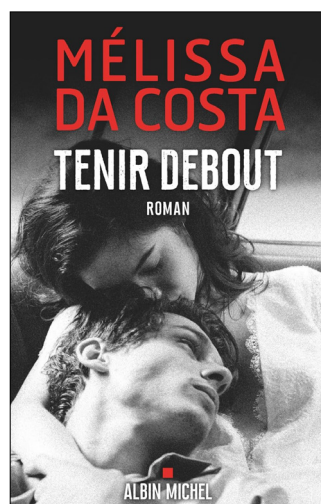
Claudine Uzerche

La fin des prospectus

Le distributeur de prospectus Milee (ex-Adrexo), qui comportait 250 agences à travers la France (170 depuis juillet) a été mis en liquidation le 9 septembre par le tribunal de commerce de Marseille. Il employait encore 5 000 personnes, souvent à temps partiel, après avoir diminué de moitié ses effectifs en juillet. Les salaires d'août doivent être payés par AGS (garantie des salaires). Le consortium constitué par ses concurrents Diffusion Plus, Paragon et le géant de l'impression Ricobonno, totalisant 1,6 milliard de plis par an, avait fait une proposition de reprise pour 60 agences et 2 000 salariés, mais elle n'a pas été retenue car elle comportait des conditions suspensives qui la rendaient irrecevable.

Le seul concurrent, en situation de quasi-monopole dans ce secteur en perdition, reste la Poste. Elle a fermé sa filiale Médiapost en février 2024, en promettant de reclasser en interne ses quelque 4 500 salariés (reclassement difficile pour les commerciaux et les personnes en cumul d'emplois).

En 2019, selon certaines statistiques professionnelles, 20 milliards de prospectus papier étaient distribués en France pour un chiffre d'affaires de 2,8 milliards d'euros. En 2024 on serait encore sur une perspective de 18 milliards d'« imprimés sans adresse ». Cela représenterait 830 000 tonnes de papier. Le législateur a voulu mettre un coup d'arrêt à ce qui est ressenti par nombre de citoyens



ROMAN

Le théâtre de la vie

François Louvier, la quarantaine, est un acteur admiré pour son jeu de scène. Il est follement amoureux d'Éléonore, vingt-quatre ans, étudiante en théâtre et ouvreuse dans la salle où il se produit. Pour vivre cette liaison passionnée qui le rajeunit, il quitte sa femme. Un accident de scooter le prive de l'usage de ses jambes.

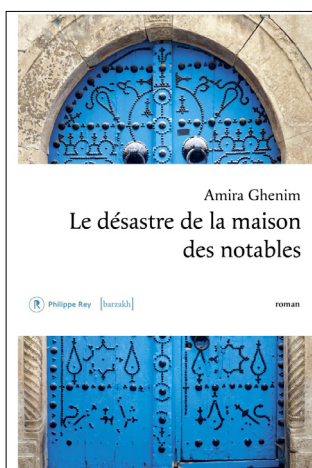
Pour son huitième roman, Mélissa Da Costa aborde la vie de couple, les moments dramatiques et les joies, les déchirements et les réconciliations. Il y a du sombre dans ce récit où la douleur physique et psychique est présente mais aussi beaucoup d'amour et de résilience.

« Tenir debout », Mélissa Da Costa, Albin Michel, 602 p., 22,90 €.

ROMAN CHORAL

Cette funeste soirée

Dans la Tunisie des années 1930, les Naifer, conservateurs, et les Rassaa, libéraux, tous de grands bourgeois, se méprisent même si Mohsen Naifer a épousé Zbeida Rassaa, une jeune femme éduquée à l'occidentale. Une lettre secrète laisse



à penser qu'elle entretient une liaison avec un écrivain et militant politique accusé de trahir l'islam. Vrai ou faux ? Chacun interprète le courrier à sa façon. À travers le récit de ceux, parents et domestiques, qui ont vécu ce tragique moment, Amira Ghenim raconte les déchirements, les mensonges et les intrigues qui ont miné les deux familles sur plusieurs générations.

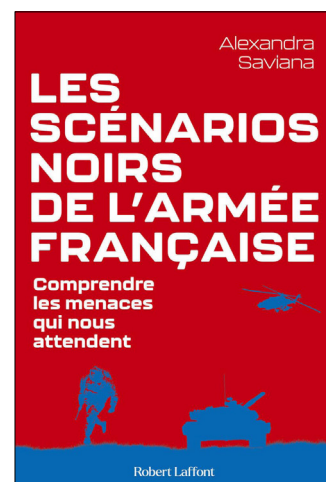
« Le désastre de la maison des notables », Amira Ghenim, éditions Philippe Rey, 496 p., 24 €.

DÉFENSE

Les conflits à venir

Dans le plus grand secret, l'armée française travaille sur onze scénarios de conflits susceptibles de dégénérer en guerre mondiale : l'embrassement du Moyen Orient, le blocus de Taïwan par la Chine, les Pays baltes envahis par la Russie, l'espace... Journaliste à l'Express, Alexandra Saviana a enquêté auprès de hauts gradés et d'experts internationaux. Elle dévoile les analyses et les craintes des militaires. Un ouvrage pour comprendre et anticiper les menaces à venir.

« Les scénarios noirs de l'armée française », Alexandra Saviana, Robert Laffont, 234 p., 19 €.



REVUE

Les Berbères

Depuis trois mille ans, ce peuple d'Afrique du Nord revendique son identité culturelle et sa spécificité politique. Rois et guerrières – Jugurtha et la Kahina – ont tenu tête aux Romains et aux Arabes. Au Moyen Âge, ils ont fondé des dynasties puissantes autour de la Méditerranée. *Historia* explore l'âme berbère.

Autres sujets abordés : le bicentenaire de la mort de Louis XVIII, le palais de Sanssouci, le Bain turc d'Ingres, un portfolio consacré aux nouvelles cartes marines...

« Les Berbères », *Historia*, septembre 2024, 6,90 €. En kiosque.



de campagne même en l'absence de dépenses et de recettes comme cela avait été le cas dans l'archipel qui ne compte de 39 grands électeurs. Elle est déclarée inéligible pour un an. Une élection partielle va avoir lieu.

■ **Désinformation :** Le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale a publié, le 13 septembre, un rapport de son département Vigimur synthétisant les « attaques informationnelles » identifiées lors des Jeux Olympiques. Sans surprise la plupart des ingérences sur Internet, dans les médias et sur les murs, étaient manifestement orchestrées depuis la Russie.

■ **SNU :** Un rapport de la Cour des comptes, paru le 13 septembre, estime qu'avec les 2 900 euros que coûterait chaque jeune volontaire, on pourrait faire quelque chose de plus utile pour eux. Le coût estimé du SNU, tel que le gouvernement le souhaite, atteindrait 5 milliards par an en coûts de fonctionnement, pour des objectifs peu précis et mal compris par les organisateurs comme par les participants.

■ **Justice :** Alors que Dominique Pelicot, qui a fait violer sa femme après l'avoir droguée, est jugé à Avignon en compagnie de cinquante et un co-accusés, des manifestations rassemblant plusieurs milliers de personnes ont eu lieu le 14 septembre à Paris et dans diverses villes de France pour manifester leur soutien à la victime et à la cause des femmes.

■ **Justice :** Un homme

comme du gaspillage. La loi du 10 février 2020 a interdit de déposer des prospectus dans les boîtes aux lettres disposant d'un autocollant « Stop Pub » (créé en 2004). Il est interdit de glisser des flyers sous les pare-brise des voitures. Les cadeaux non sollicités (gadgets souvent fabriqués en Chine...) ne sont plus autorisés. Les prospectus doivent être imprimés sur du papier recyclé ou issu de forêts gérées durablement... Le gouvernement a lancé une expérimentation dans 14 territoires, et jusqu'au 30 avril 2025, où seuls les habitants ayant collé un autocollant « Oui Pub » sur leur boîte recevront les fameux catalogues... Il y aura un rapport remis au Parlement sur cette affaire...

Mais les supermarchés n'avaient pas besoin de ces rappels réglementaires et gesticulations bien tardives pour s'interroger sur la rentabilité de ce genre de démarchage de plus en plus mal toléré. Casino et leurs filiales Monoprix et Franprix avaient abandonné la distribution de catalogue depuis 2019. Carrefour avait commencé à les supprimer dès 2021 et avait renoncé à la distribution en boîte à lettres en 2022. Cora l'a fait totalement en janvier 2023 et Leclerc en septembre de la même année. Auchan ou Intermarché sont sur la même ligne.

Les catalogues restent, semble-t-il, indispensables pour convaincre le consommateur qu'il y a des « affaires » du moment à faire, des promotions fracassantes en cours, mais il faudra désormais aller le chercher dans sa grande surface préférée.

C'est surtout une autre pratique commerciale qui se met en place où Internet joue les premiers rôles. Son impact écologique serait 14 fois moins nuisible pour l'environnement selon certaines données militantes, mais le nombre d'emplois générés n'a rien à voir non plus, sans même invoquer la tarte à la crème de l'intelligence artificielle sur laquelle compte le modèle Amazon, la multinationale américaine qui menace à terme l'existence des sociétés de commerce nationales sans avoir besoin de faire distribuer un quelconque bout de papier. Les prolétaires distributeurs de prospectus sont remplacés par d'autres prolétaires, forcés de la livraison sous-traitée de colis et de courses (une sociologie de gilets jaunes remplacée par une sociologie issue de l'immigration) Le législateur, français ou européen, mesure-t-il les enjeux en termes d'indépendance nationale et de modèle social ? Ou bien ne se réveillera-t-il que lorsque les jeux seront faits, pour sanctionner tardivement d'anciens géants presque à terre, en laissant les nouveaux imposer leurs règles ?

La fin des prospectus (avec, c'est anecdotique, probablement, à terme, celle des professions de foi électorales sur papier), c'est une nouvelle application des « lois du marché et du progrès » avec leur lot habituel de souffrances pour les petits et les sans-grade.

Paul Chassard

L'Abbé Pierre

Interrogé dans l'avion qui le ramenait d'Asie et d'Océanie le 13 septembre, le pape François a estimé

que l'abbé Pierre avait été « un terrible pécheur » et que la Vatican avait bien dû être informé de ses dérives, au moins depuis sa mort, en 2007... Au micro de Radio Notre-Dame et RCF, Mgr Éric de Moulin-Beaufort, porte-parole des évêques français, s'était exprimé la veille à propos d'un rapport inattendu publié cet été sur les agressions sexuelles dont l'abbé Pierre (Henri Grouès) s'est rendu coupable : « *On découvre qu'en 1955, l'abbé Pierre a eu aux États-Unis un comportement dangereux. Qui savait quoi ? Je suis incapable de le dire. Certains évêques étaient informés, c'est certain. Il faudra une enquête historique.* » Celle-ci est désormais possible puisque la Conférence des évêques de France et l'évêché de Grenoble ont décidé d'ouvrir leurs archives sur le sujet. Les archives nationales du monde du travail qui, à Roubaix, ont recueilli, depuis 2000, les papiers de l'abbé Pierre et les archives d'Emmaüs, feront de même.

24 témoignages recueillis à ce jour par le cabinet Egaé ont révélé certains détails de ses agressions contre des femmes. Ce n'est pas reluisant. Attiré de manière compulsive par les poitrines féminines, l'Abbé ne pouvait apparemment pas s'empêcher de toucher les seins des femmes qui passaient à sa portée... Avec une infirmière en pleine possession de sa dignité, il subissait en retour une solide gifle, et il s'excusait platement. Mais avec des femmes plus faibles, dépendant de sa générosité, voire sous emprise, il aurait réussi à obtenir certaines faveurs plus ou moins masochistes,

voire des fellations. On songe aux abbés Philippe, à leur disciple Jean Vanier, et à leurs déviances sexuelles et doctrinales.

Sauf que l'abbé Pierre se considérait lui-même comme un pécheur et souffrait de ses déviances. Cela ne l'empêchait pas de recommencer. Ni même de ruser pour parvenir à ses fins.

Et pourtant, dira-t-on, c'était un homme de foi ! Assurément, il a mis en œuvre les recommandations de l'apôtre saint Jacques sur la foi en actes : *« Supposons qu'un frère ou une sœur n'ait pas de quoi s'habiller, ni de quoi manger tous les jours ; si l'un de vous leur dit "Allez en paix ! Mettez-vous au chaud, et manger à votre faim ! " sans leur donner le nécessaire pour vivre, à quoi cela sert-il ? »* L'abbé Pierre a aidé ses contemporains, chrétiens ou non, à surmonter ce genre d'hypocrisie. L'œuvre est immense : Emmaüs, mais aussi les Resto du cœur, entre autres. Des dizaines de milliers de personnes ont dû à l'abbé Pierre non seulement de survivre, mais de pouvoir donner un sens à leur vie. Et, pendant ce temps-là, de manière récurrente, l'Abbé cédait à ses pulsions, faisant des victimes qui nous disent aujourd'hui leur souffrance si longtemps cachée.

Il nous faut des coupables. D'abord l'Abbé lui-même. Il savait bien pourquoi il n'avait pas pu être fidèle à sa première vocation de moine capucin. On accuse ensuite les évêques. Au moins ceux qui ont eu affaire avec lui, voire tous ceux qui auraient dû savoir. Mais il ne leur était pas si facile de contrôler cet élec-

tron libre. Des tentatives ont été faites par la hiérarchie pour qu'il se soigne en hôpital psychiatrique en Suisse, pour qu'il accepte d'être en permanence accompagné par un « *socius* », un compagnon chargé de le surveiller... L'aura que lui conférait sa stature médiatique en imposait et il savait se défilier. Qui plus est, sauf exceptions, on est en général nommé évêque plutôt pour ses capacités à faire consensus, à gérer des situations conflictuelles avec un minimum de moyens... Bref, l'homme d'Eglise capable de terrasser les démons de l'abbé Pierre n'a pas existé, même si certains ont fait des tentatives. Il est vrai que l'Eglise « qui ne veut pas la mort du pécheur » et a sans cesse le pardon à la bouche, n'est pas forcément bien placée pour se mettre dans la peau des victimes de son propre personnel ecclésiastique... et pécheur.

On peut aussi accuser le mouvement Emmaüs, qui cherche à se défendre aujourd'hui, en étant à l'initiative des recherches de victimes, en promettant même des indemnités (si on était aux États-Unis, on verrait affluer des demandes, mais cela n'est pas dans la mentalité française et, de ce côté de l'Atlantique, le montant des in-

demnisations n'a rien à voir avec ce qu'une Nafitassou Dialo a pu obtenir d'un Dominique Strauss-Kahn en 2012...). Mais si l'Eglise avait du mal à contrôler l'Abbé qui vivait hors de toute structure ecclésiale, le vaste mouvement dans lequel il évoluait – sans avoir accepté à proprement parler des tâches d'administration – avait également bien du mal à contrôler son fondateur, revêtu du statut sacré de prêtre, avec sa vieille soutane et son béret...

Depuis longtemps, certains n'étaient pas d'accord avec le statut « intouchable » de l'abbé Pierre. On exhume actuellement un texte du sémiologue Roland Barthes où il se moque du costume de prêtre du XIX^e siècle adopté par l'Abbé pour s'ériger une statue. Mais le public était demandeur, ainsi que toute la sphère médiatique. Beaucoup de catholiques ont pu s'interroger, dès le début, sur la volonté de l'abbé Pierre de ne pas laisser à l'Eglise catholique le contrôle de ses fondations, les confiant au contraire à des structures qui ont vocation à devenir de moins en moins chrétiennes... Alors qu'elles doivent presque tout à la mobilisation des paroissiens, au moins à leurs débuts...

On pensait qu'il s'agis-

sait d'une insoumission fondamentale qui faisait de l'abbé Pierre une sorte d'anarchiste râleur sympathique, récusant toute autorité et toute onction épiscopale, et le compagnon naturel d'un Coluche. Sauf qu'on doit désormais se demander si ce refus de l'autorité de l'Eglise ne cachait pas ce terrible secret d'un homme pécheur, comme tout homme, mais doté d'une capacité de passage à l'acte supérieure au commun des mortels, pour le meilleur et donc pour le pire.

La justice, celle des hommes, comme celle de Dieu est souvent symbolisée par les deux plateaux d'une balance. De quel côté cette dernière pencherait-elle à la fin des fins. Pour l'instant les aberrations sexuelles de l'Abbé semblent devoir effacer absolument tout le bien qu'il a pu faire. Des communes annoncent qu'elles vont très vite renommer les lieux publics qui portaient son nom. Il le faut, à titre de réparation morale pour les victimes. Mais rappelons-nous ce que nous avons trop voulu oublier : l'Abbé n'était qu'un homme. Manifestement, c'était également un malade.

Frédéric Aimard

LA NATION FRANÇAISE

directeur de la publication : Frédéric Aimard
Édité par Spfc-Acip, 60, rue de Fontenay. 92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre
TVA intracommunautaire FR21418382149
ISSN 2967-2988 - Imprimé par nos soins.

Abonnement 1 an = 30 euros à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire : https://www.paypal.com/webapps/billing/plans/subscribe?plan_id=P-11V44371T91610544M3CKALY

Merci de signaler aussi par mail, votre réabonnement
Paiement par virement. Rib sur demande. frederic.aimard@gmail.com

d'affaires chinois du centre d'affaires chinois d'Auber-
villiers (Seine-Saint-Denis)
est actuellement jugé,
avec 18 complices, pour
des évasions fiscales de
36,6 millions d'euros.

■ **Justice :** Le djihadiste
français Peter Cherif, 42
ans, arrêté à Djibouti en
2018, est jugé devant la
cour d'assises de Paris.
Après avoir combattu en
Irak, il a passé 7 ans au Yé-
men ou, entre autres ac-
tivités criminelles, il avait
participé à l'enlèvement de
trois humanitaires en 2011.
Il est soupçonné d'avoir
été le recruteur des frères
Kouachi, auteurs de l'atten-
tat contre *Charlie-hebdo*
en 2015.

■ **Politique :** Lors de la
rentrée politique des par-
lementaires RN, le 14 sep-
tembre au Palais Bourbon,
Marie Le Pen a appelé de
ses vœux une nouvelle
élection législative (ou pré-
sidentielle) dans les délais
les plus courts, avant 10
mois au plus tard.

■ **Sport :** Une parade et un
concert de conclusion des
Jeux olympiques, avec une
démonstration aérienne
de la patrouille de France,
a mobilisé, de 16 heures à
minuit, 10 000 personnes
dont 300 athlètes autour
de l'Arc de Triomphe et
sur les Champs-Élysées le
14 septembre, devant 70
000 spectateurs. Les ath-
lètes médaillés ont reçu
des décorations : ordre na-
tional du Mérite ou Légion
d'honneur. Le judoka Ted-
dy Riner a été promu com-
mandeur de l'ordre natio-
nal du Mérite. Le président
de la République a annon-
cé l'institution d'une fête
du sport annuelle chaque
14 septembre...

Les grandes messes de l'élevage

par Jérôme Besnard

Du 13 au 15 sep-
tembre, le concours
national de la race
bovine limousine a ac-
cueilli 30 000 personnes en
Creuse dans la petite ville
de La Souterraine. Du 17
au 19 septembre se déroule
à Rennes le « Space », sa-
lon international annuel de
l'élevage, créée en 1987 par
Jean-Michel Lemétayer,
agriculteur breton qui pré-
sida aux destinées la FN-
SEA de 2001 à 2010. Du
1er au 4 octobre, cap sur
Clermont-Ferrand : la capi-
tale auvergnate abritera une
nouvelle fois le « Sommet
de l'élevage », qui se veut
le « premier salon mondial

de l'élevage durable ».

Autant de rendez-vous
qui mobilisent, comme
pour le Salon international
de l'agriculture de la Porte
de Versailles, bien au-delà
du monde agricole, preuve
s'il en fallait que l'élevage
demeure une passion fran-
çaise enracinée dans les
mentalités et les territoires
ruraux. Cela ne doit pas oc-
culter le fait que l'élevage
français demeure menacé
par la faiblesse des marges,
la concurrence interna-
tionale (accords de libre-
échange) et des maladies
comme la fièvre catarrhale
ovine qui, si elle n'est pas
contagieuse pour l'homme,

l'est pour les bovins et les
caprins.

Le nouveau gouverne-
ment devant être nommé
aux alentours du 18 sep-
tembre par Michel Barnier
et Emmanuel Macron, le
Sommet de l'élevage sera
probablement le premier
grand déplacement du nou-
veau ministre de l'Agricul-
ture, chargé de succéder à
Marc Fesneau. Nul doute
que les éleveurs lui fassent,
à cette occasion, part de
leurs inquiétudes et de leurs
attentes pour que la France
demeure, fidèle à sa vo-
cation en ce domaine, un
grand pays d'élevage dans
les années à venir. ■



Gaza-Beyrouth-Damas-Téhéran

par Dominique Decherf

■ **États-Unis :** Un premier débat télévisé a eu lieu entre Donald Trump et Kamala Harris, sur la chaîne ABC, dans la nuit du 10 au 11 septembre. Il n'a pas fait bouger les sondages où les deux candidats sont au coude à coude. Cependant, l'ancien président a affirmé sur son réseau social Truth qu'il n'y aura pas de « troisième débat », donc qu'il renonce à une seconde confrontation (évoquée pour le 12 octobre), ce qui est vu comme un aveu d'échec par les démocrates. Un homme de 58 ans, armé d'une AK-47, suivait, depuis une haie à 400 ou 500 m, le parcours du président Trump au Trump National Golf Club de West Palm Beach le 15 septembre. Repéré par les services de sécurité qui ont tiré dans sa direction, il a été interpellé après une course-poursuite en voiture.

■ **Mexique :** Une centaine de manifestants, essentiellement des juristes, ont envahi le Sénat le 10 septembre. Ils protestaient contre l'adoption d'une loi, voulue par le président Lopez Obrador (gauche), qui soumet la carrière de tous les juges à une élection populaire. Cette réforme a été validée par 86 sénateurs sur les 127 présents.

■ **Suisse :** Le prédicateur salafiste Tariq Ramadan, 62 ans, a été condamné pour viol à trois ans de prison, dont un an ferme, par la cour d'appel de Genève le 10 septembre.

■ **Automobile :** Faute de clientèle, Stellantis a stoppé, pour plusieurs semaines depuis le 13 septembre, la production de la Fiat 500 électrique.

Le centre de gravité du conflit peut basculer d'un jour à l'autre de la bande de Gaza au nord-Liban. L'analyse du chef d'état-major de l'armée israélienne est confirmée par le bombardement du 9 septembre ; qui a visé une usine de production de missiles et de drones au plein centre de Syrie qui aurait fait 26 morts. On se souvient qu'Israël avait déjà frappé le consulat iranien à Damas tuant un haut responsable des Gardiens de la révolution. La Syrie est hors d'état de se défendre et encore moins de riposter. Elle redevient en revanche un champ de bataille quand, comme le rappelle l'ONU, six armées étrangères y sont encore actives : turques, russes, américaines, iraniennes, libanaises (Hezbollah), et israéliennes.

La situation y est en effet explosive. La Syrie compte au moins quatre gouvernements : à Da-

mas, à Idleb, à Gaziantep et à Raqqa. Si les combats se sont momentanément tus aux frontières respectives des diverses entités, la contestation se poursuit : les autorités kurdes au nord-est, qui intègrent à égalité la majorité arabe de la région, sont en butte à d'autres clans arabes et aux milices pro-iraniennes ; la Turquie gère quasiment en direct deux régions tampon à ses frontières ; l'émirat islamiste d'Idleb est en proie à des manifestations contre le pouvoir local de type Hamas, reproduisant les conditions intenable de la bande de Gaza (2,5 millions d'habitants aux trois quarts réfugiés du reste de la Syrie sur moins de 3 000 km²) ; la « Syrie utile » contrôlée par Hafez-el-Assad et un cabinet alaouite presque homogène, ne devrait plus comprendre qu'environ une dizaine de millions d'habitants (sur 26), contre sept dans les trois autres gouvernements et

sept autres réfugiés dans les pays environnants (dont trois en Turquie) et un million en Europe occidentale. Il faudrait encore ajouter la montagne druze au sud (Suweida), toujours plus ou moins en dissidence.

Bachar-el-Assad a été réintégré au sein de la Ligue arabe il y a un an, résultat des efforts entrepris par les Émirats arabes unis. En juillet, sept pays européens ont annoncé la réouverture de leurs ambassades à Damas. Les perspectives de la « reconstruction » jouent en ce sens. Les ondes de choc du 7 octobre sont pour autant plus déterminantes que la conclusion d'éventuels contrats de travaux publics. Or la bascule attendue du conflit du sud (Gaza) vers le nord (Liban) avec son potentiel de généralisation régionale et internationale à la fois solidarise le camp arabe et fragilise le retour occidental dans la région. ■

Une première mondiale avec SpaceX

par Philippe Buron Pilâtre

Ils ont réussi une grande première. La première sortie privée extravéhiculaire avec la mission Polaris. Quatre non-astronautes dont deux salariés de SpaceX et un ancien militaire de l'armée de l'air avaient décollé mardi dernier de Floride pour atteindre 1 400 km

d'altitude soit plus haut que la Mission Apollo XI.

Dimanche en direct depuis une vidéo de SpaceX, le vaisseau Dragon a amerri à 07h37 GMT au large de la Floride. Les quatre passagers sont en bonne santé et aucun incident n'a été relevé.

Jarde Isaacman et Sarah Gillis ont été les deux premiers à sortir dans le vide spatial tandis que les deux autres Scott Poteet et Anna Menon sont restés dans la capsule mais également dans le vide spatial puisque la capsule ne contient pas de sas. (suite en page 8)

■ **Allemagne** : Depuis le 16 septembre, les contrôles sont renforcés sur toutes les frontières allemandes pour une durée de 6 mois afin de lutter contre l'immigration illégale.

■ **Pays-Bas** : Le nouveau gouvernement a annoncé le 13 septembre son intention de se retirer de la politique commune européenne concernant l'asile et l'immigration adoptée par le Parlement européen en avril dernier.

■ **Aviation** : 96 % des 33 000 employés des usines Boeing d'Everett et Renton (proches de Seattle dans l'État de Washington), ont voté la grève le 13 septembre pour des augmentations de salaire. Les pertes de Boeing sont estimées à 70 millions de dollars par jour de grève et son cours de Bourse a baissé de 4 %.

■ **Chine** : L'Assemblée nationale populaire a voté, le 13 septembre, un passage de l'âge de la retraite de 50 à 55 ans pour les femmes ouvrières, de 55 à 58 ans pour les femmes cadres, et de 60 à 63 ans pour les hommes, de manière progressive sur les 15 prochaines années.

■ **Climat** : La tempête de pluies Boris a créé de graves inondations en Roumanie (8 morts le 14 septembre), République tchèque, Slovaquie, Hongrie et Pologne. Le typhon Bebinca, passé par le sud du Japon et les Philippines, a frappé Shangai le 16 septembre avec des vents allant jusqu'à 151 km/h.

■ **Pérou** : L'ancien président Alberto Fujimori, est

Ce programme est le premier de trois prévus qui doit s'achever par le premier vol avec équipage de la méga fusée Starship de SpaceX. Celle qui doit faire les prochains voyages vers la Lune et Mars.

Il s'agit d'une première, qualifiée de pas de géant par la Nasa, avec quatre personnes non-astronautes et une sortie extravéhiculaire d'une dizaine de minutes. C'est le milliardaire américain Isaacman qui a financé l'expédition en louant le vaisseau Dragon à SpaceX. Tous avaient reçu une solide formation de deux ans.

Au-delà de cette première, la Nasa a pu tester les nouvelles combinaisons, censées être fabriquées à l'avenir pour « coloniser » Mars. De plus, une trentaine d'expériences scientifiques ont été réalisées durant cette expédition, notamment sur le corps humain.

Philippe Buron-Pilâtre

Draghi

Mario Draghi, né en 1947 – donc plus âgé que Michel Barnier –, a mené une double carrière d'économiste et d'homme politique. Il a occupé de hautes fonctions dans son pays, dont il a dirigé le gouvernement en 2021-2022 après avoir été le gouverneur de la Banque d'Italie en 2006-2011. Il a également été président de la Banque centrale européenne de 2011 à 2019. Cet ancien élève des jésuites est fort respecté, même s'il n'a pas réussi, il y a deux ans, à devenir président de la République italienne. Considéré comme très représentatif des milieux que certains dénomment « *européistes* », il

n'en a pas moins gardé une liberté de ton qui, alliée à une grande courtoisie, lui permet de se faire entendre. Cela explique l'accueil réservé au rapport en anglais de 66 pages que, le 9 septembre, il a remis à la Commission européenne sur l'avenir de la compétitivité du continent.

Une bonne partie de ses réflexions pointent d'ailleurs des règles qu'il a lui-même contribué à mettre en place, à commencer par l'encadrement des budgets publics, qui a abouti à une concurrence entre les pays européens en ce qui concerne le coût du travail, dénoncé faussement par certains comme de l'ultra-libéralisme et qui, en tout cas, n'a pas favorisé une croissance durable. Mais le propre d'un véritable politique ne consiste-t-il pas à regarder les problèmes sans œillères et à ne pas hésiter à changer de voie ? Il est significatif que l'actuelle présidente de la BCE, Christine Lagarde, en ait fait l'éloge, recommandant aux gouvernements de l'Union d'en suivre les propositions : « Il s'agit, a-t-elle dit, d'un rapport formidable en ce sens qu'il pose un diagnostic sévère mais juste à nos yeux et qu'il indique également des réformes structurelles [...] qui pourraient être extrêmement utiles pour que l'Europe soit plus forte ». De toute manière, on ne peut que regretter l'abîme entre la pertinence des réflexions de Mario Draghi sur la crise que traverse l'Europe et, de l'autre, la frilosité de beaucoup de politiques, comme en France ou en Allemagne. Lui a su se situer à un autre niveau en formulant des propositions sans se soucier des immédiates contraintes politiques.

Pour simplifier, afin notamment de rattraper le retard par rapport aux États-Unis et afin de préserver les chances de l'Europe vis-à-vis de la Chine et, bientôt, de l'Inde, il demande 800 milliards d'euros annuels d'investissements publics et privés pour sauver le continent. Il propose également de réduire les réglementations et les normes qui pénalisent les consommateurs comme les entreprises. Il invite, aussi, à alléger les règles de concurrence afin de permettre les fusions à l'échelle européenne, n'hésitant pas à affirmer que l'Union est « en train de tuer [ses] petites entreprises ». Le constat est clair : il faut arrêter les débordements d'une mondialisation favorisant aujourd'hui les autres. Cela pose aussi, particulièrement en ce qui concerne la France, la question de la dette et du financement entre les États, dont les uns restent assez parcimonieux et les autres volontiers laxistes. Enfin, en filigrane, il faudra bien déterminer (revoir ?) la conception de l'Europe.

Jean Étèveaux

Afghanistan

Marzieh Hamidi, jeune Afghane championne de taekwondo, est aujourd'hui menacée de mort et sous protection policière en France. Dénonçant ouvertement l'apartheid de genre ayant lieu dans son pays natal, où aux dernières nouvelles, les femmes n'ont plus le droit de parler en public, elle a reçu près de 3 000 appels anonymes la menaçant de mort et de viol, en provenance de beaucoup

Péguy, l'artisan du verbe



de pays européens. Réfugiée en France depuis trois ans, elle déclare ne plus se sentir en sécurité et a été contrainte de déménager. Il est devenu risqué de critiquer le régime des talibans sur les réseaux sociaux et dans la presse, même lorsque l'on vit au cœur d'une capitale européenne. Depuis qu'ils sont au pouvoir, les islamistes ont fait de l'Afghanistan le seul pays au monde à interdire l'éducation des filles âgées de plus de 12 ans.

Peu de voix s'émeuvent du statut de sous-citoyenne infligé aux femmes afghanes. Marzieh Hamidi se dit elle-même choquée de ne pas recevoir le soutien des féministes en France. Nos féministes intersectionnelles, particulièrement bruyantes quand il s'agit de lutter contre le *manspreading* (le fait, pour un homme, d'écartier les jambes dans les transports en commun et de s'étaler sur plus d'une place) ou le harcèlement de rue, sont plus discrètes sur le sort de ces femmes. Le féminisme aurait-il des frontières ?

S'il y a bien un endroit où la femme est pourtant réduite à son rôle de génitrice et a encore moins le droit de se promener qu'un chien en laisse, c'est bien dans les pays ayant une application de la *charia* la plus stricte.

De la même manière que le silence de ces féministes était assourdissant après les meurtres, viols et agressions sexuelles de milliers israéliennes commis par les terroristes du Hamas, elles font preuve d'une indifférence qui trahit le féminisme lui-même, qui est un universalisme par nature.

Élodie Messéant

décédé le 11 septembre, à 86 ans, d'un cancer, après 16 ans d'incarcération et une libération pour raison humanitaire en décembre dernier. Il a reçu des obsèques nationales, avec un hommage conduit par l'actuelle présidente Dina Boluarte, le 14 septembre.

■ **Maroc :** Le 16 septembre un nombre inhabituel de candidats à l'émigration, dont de nombreux mineurs, ont tenté de pénétrer de force dans l'enclave espagnole de Ceuta en passant par le poste frontière de Fnideq. Il y a eu des blessés parmi les assaillants et les policiers.

■ **Russie :** Les Russes ont annoncé le 14 septembre un nouvel échange de prisonniers avec les Ukrainiens : 103 hommes de chaque côté, grâce à une médiation des Émirats arabes unis. Du côté russe il s'agirait surtout de gardes-frontières et d'appelés pris lors de l'offensive ukrainienne sur l'oblast de Koursk en août dernier. Le même jour, le ministre de la Défense russe a revendiqué la prise d'un nouveau village en direction de Pokrovsk.

■ **Union européenne :** Le commissaire français Thierry Breton a publié sur X une lettre fracassante (en anglais) de démission le 16 septembre avec effet immédiat, où il met en cause « la présidence douteuse » de Ursula von der Leyen qui devait présenter le 17 septembre sa liste de commissaires. On se souvient que Thierry Breton avait fait échouer, en janvier, la nomination par Ursula von der Leyen comme commissaire d'un de ses alliés allemands.

On peut voir actuellement sur la chaîne catholique KTO (en accès libre sur son site Internet) un documentaire de toute beauté sur l'écrivain Charles Péguy, tombé au champ d'honneur le 5 septembre 1914... Il a été réalisé par Yves Bernanos, petit-fils de l'écrivain Georges Bernanos, et a reçu un accueil enthousiaste de l'ensemble de la presse catholique. Il met en avant les témoignages de plusieurs personnes qui connaissent bien l'œuvre de Péguy, et, pour ainsi dire, en vivent quotidiennement.

À commencer par Olivier Péguy, journaliste et arrière-petit-fils de Péguy. Mais aussi Claire Daudin, professeur de lettres modernes, qui a longtemps été présidente de l'Amitié Charles Péguy. Ou l'immense acteur Sa-

mir Siad, dont on recommande fortement d'aller voir, sur YouTube, les lectures qu'il a pu donner de certains longs textes de Péguy, ainsi le poème de La Passion de Jésus (80 minutes), ou bien encore le jeune romancier Alexandre de Vitry ou, plus original peut-être, le graffeur C215 (Christian Guémy), dont les pochoirs de « *La petite fille Espérance* », directement inspirés de Péguy, sont diffusés dans le monde entier.

À ceux qui connaissent déjà Péguy, ce documentaire n'apportera aucune révélation. Tout y est évoqué avec honnêteté et pudeur sur ce que furent les combats de cet intellectuel venu du peuple. Il doit son élévation culturelle et morale à ses instituteurs, qu'il appellera, le premier, les « *hussards noirs de la*

Républiques ». Il a reçu de son enfance à Chartres puis à Orléans une culture chrétienne, mais se détache de l'Église et restera toute sa vie anticlérical. Étudiant au Quartier latin, il s'engage, à la suite de Jean Jaurès, dans un socialisme humaniste. Il se révèle comme militant incontournable avec son combat pour l'innocence du capitaine Dreyfus, en amitié avec le journaliste juif et athée Bernard Lazare. On le sait élève, puis ami, de Romain Rolland, et disciple d'Henri Bergson. C'est avant tout un philosophe, qui produira l'essentiel de son œuvre en une quinzaine d'années où il est à la fois libraire et éditeur de sa revue, « Les Cahiers de la Quinzaine », un travail d'artisan intellectuel réalisé avec le sérieux et l'opiniâtreté dont sa mère et sa grand-mère, rempailleuses de chaise, lui avait montré l'exemple.

On connaît son puissant amour de la patrie (scélé par sa mort héroïque), qui se traduit notamment par ses travaux sur Jeanne d'Arc, et le détachera finalement du pacifiste Jaurès. Et son retour à la foi après 1907 consacre le côté éminemment mystique de toute son œuvre colossale au style inimitable, par ses redondances poétiques notamment.

Tout cela est connu, sauf de ceux pour qui ce documentaire constituera une remarquable introduction, loin de tout intellectualisme. Mais ce qui intéressera plus d'autres specta-

teurs, c'est l'interprétation bernanosienne de l'œuvre de Péguy. Au sens du grand-père Georges qui en fut un lecteur assidu et ne cacha jamais ce qu'il lui devait, notamment pour cette fidélité que chacun doit à l'enfant qu'il a été. Et il y a certaines photos de Péguy enfant, d'une part, et de Bernanos enfant, d'autre part, qui suffiraient à faire comprendre qu'ils sont de la même famille. Mais également au sens du petit-fils, dont, au fil de ses récents documentaires, notamment *Les chrétiens face à l'urgence écologique*, mais aussi son documentaire sur René Girard (réalisé avec le regretté Patrice Le Roué à qui le film sur Péguy est dédié), les deux sur Georges Bernanos dont *Heureusement l'espérance* et celui sur Blaise Pascal, font découvrir tout un travail intellectuel et spirituel sur lui-même, qui met au centre la notion d'Espérance. Regardez son Péguy, vous aurez envie de voir ses autres œuvres. Vous vous cultiveriez facilement et votre âme vous entraînera à reprendre certaines lectures vitales. Celles que Yves Bernanos a faites scrupuleusement durant les 6 mois à un an de préparation que lui réclame le moindre film et qu'il nous transfuse sans nous accabler à aucun moment d'autant de science et fine compréhension des textes.

Frédéric Aimard

Charles Péguy, l'artisan du verbe, Crescendo Media Films, 2024.



Arcadie

Sur la scène, un tabouret haut, noir, derrière un grand carré blanc. Dans l'ombre on aperçoit une pile de livres, une paire de bottes rouges. Farah arrive, des fleurs dans les cheveux. Nous arrivons dans la nuit, après un voyage éprouvant...

Farah a 13 ans, avec ses parents et sa grand-mère, ils viennent s'intégrer à Liberty House. Une communauté, d'aucuns diraient une secte, dont le leader s'appelle Arcady. Ici règne un mélange... différent... de libertés et de principes. Le corps de Farah aussi est différent. À Liberty House, Farah vit son adolescence. Farah va se découvrir, se trouver, découvrir l'autre, l'étrange, l'étranger. S'abstraire de conventions qu'elle n'a jamais vraiment connues. Prendre son envol.

Sylvain Maurice prend à bras-le-corps le propos allégorique d'Emmanuelle Bayamack-Tam, il le porte sur scène dans une version concentrée, efficace. Il donne à vivre le parcours initiatique de Farah, son corps est différent, le

monde dans lequel elle se construit est différent, elle glisse sa liberté dans les plis du monde, pour en tirer la leçon qui clôt le spectacle.

Sur scène, Constance Larrieu est bluffante. Très mobile, elle livre un texte à la forme pas toujours facile, au fond qui est un cri de liberté, avec une énergie impressionnante, elle joue avec une grande justesse des émotions, arrivant à surfer sur la sensualité de Farah sans jamais aucune ambiguïté.

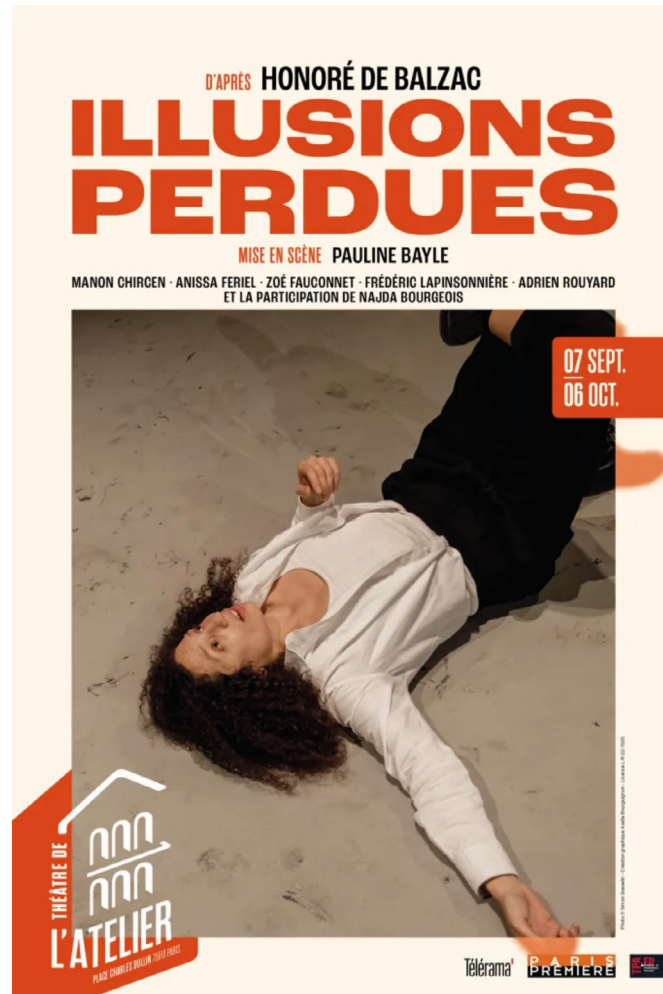
Arcadie amplifie cette explosion qu'est l'adolescence. Un spectacle touchant, un appel à l'acceptation des différences, où se retrouveront toutes les générations. ■

Au Théâtre de Belleville jusqu'au 30 novembre 2024. En septembre: mercredi, jeudi, vendredi: 19h15; samedi 21 h 15; dimanche: 15h00. En octobre/novembre: mercredi, jeudi: 19h15; vendredi, samedi 21 h 15; dimanche: 15h00. Durée: 1h10. Texte: Emmanuelle Bayamack-Tam (adaptation: Sylvain Maurice). Mise en scène: Sylvain Maurice. Avec: Constance Larrieu. Production: Théâtre de Belleville & [Titre provisoire]. Visuel: Christophe Raynaud de Lage

Le rideau est encore baissé, Anissa Feriel entre sur la scène, J'implore de vous...

Un soir à Angoulême, Lucien Chardon (le nom de son père) de Rubempré (celui de sa mère) dit un de ses sonnets. C'est le début des *Illusions Perdues* de Balzac, que Pauline Bayle a adapté pour la scène. Ramenant le long roman à l'os, elle se concentre sur le parcours initiatique de Lucien. Scène après scène, elle épiluche sa candeur, mine sa pureté, il est petit à petit déchiqueté par la bonne société angevine, par le grand monde parisien, le petit cénacle de la presse et des libraires. Pour accomplir son rêve, Lucien trahit, est trahi, se ruine. Quand il rencontre l'amour, c'est la mort qui conclut l'histoire. Jusqu'au rebondissement final.

Avec *Illusions Perdues*, Pauline Bayle démontre son amour des grands textes autant que son talent à les élaguer, à les ramener aux lignes de forces essentielles. Elle s'abstrait des descriptions de la société du milieu du dix-neuvième siècle, laisse de côté tout



ce qui concerne l'imprimerie, essentielle dans la vie de Balzac. Quand Balzac documente une époque, expose une société, raconte une histoire, Pauline Bayle distille le texte, le concentre sur l'histoire.

Son texte est intemporel, précis, fin, chaque mot est nécessaire. Il trace sa voie, écartèle Lucien, raconte la comédie des hommes, la comédie humaine.

Sur scène, au milieu d'un dispositif quadrifrontal et

d'une scénographie dépouillée, j'ai savouré le jeu d'Anissa Feriel qui est Lucien, entourée de Zoé Fauconnet et Manon Chircen, Frédéric Lapinsonnière et Adrien Rouyard qui alternent les rôles, changent à vue de costume et de personnage. Aucun temps mort, la mise en scène est enlevée et rythmée, portée par cette distribution de qualité qui jamais ne lache l'attention du public.

J'ai savouré cette représentation. La description au scalpel de la façon dont un jeune homme amoureux et naïf va voir ses ambitions déchiquetées les unes après les autres, perdre toutes ses illusions. Balzac, allégé dans le bon sens du terme, devenu passionnant. Un grand bravo à Pauline Bayle et à toute sa troupe. ■

Au Théâtre de l'Atelier jusqu'au 6 octobre 2024. Du mardi au vendredi : 20h00 ; samedi : 18h00 ; dimanche : 17h00. Durée : 2h30 (sans entracte). Dates de tournée sur le site du Théâtre Public Montreuil. Texte : Honoré de Balzac (adaptation : Pauline Bayle). Mise en scène : Pauline Bayle. Avec : Manon Chircen, Anissa Feriel, Zoé Fauconnet, Frédéric Lapinsonnière, Adrien Rouyard et la participation de Najda Bourgeois. Compagnie : Compagnie À tire-d'aile.

Dans la tête du docteur

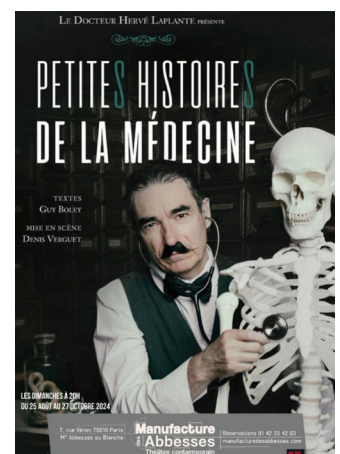
Sur la scène... le bureau d'un médecin. On aperçoit un stéthoscope, un œillet. Dans la coulisse, une sonnette. *Allo, docteur Laplante ? C'est la Madeleine de Proust...*

Le docteur Laplante aurait bien aimé être comique, il est médecin. Ce soir, il reçoit Madame Ruffaut, une hypocondriaque en pleine forme de 97 ans qui consulte toutes les semaines. Pendant ce temps,

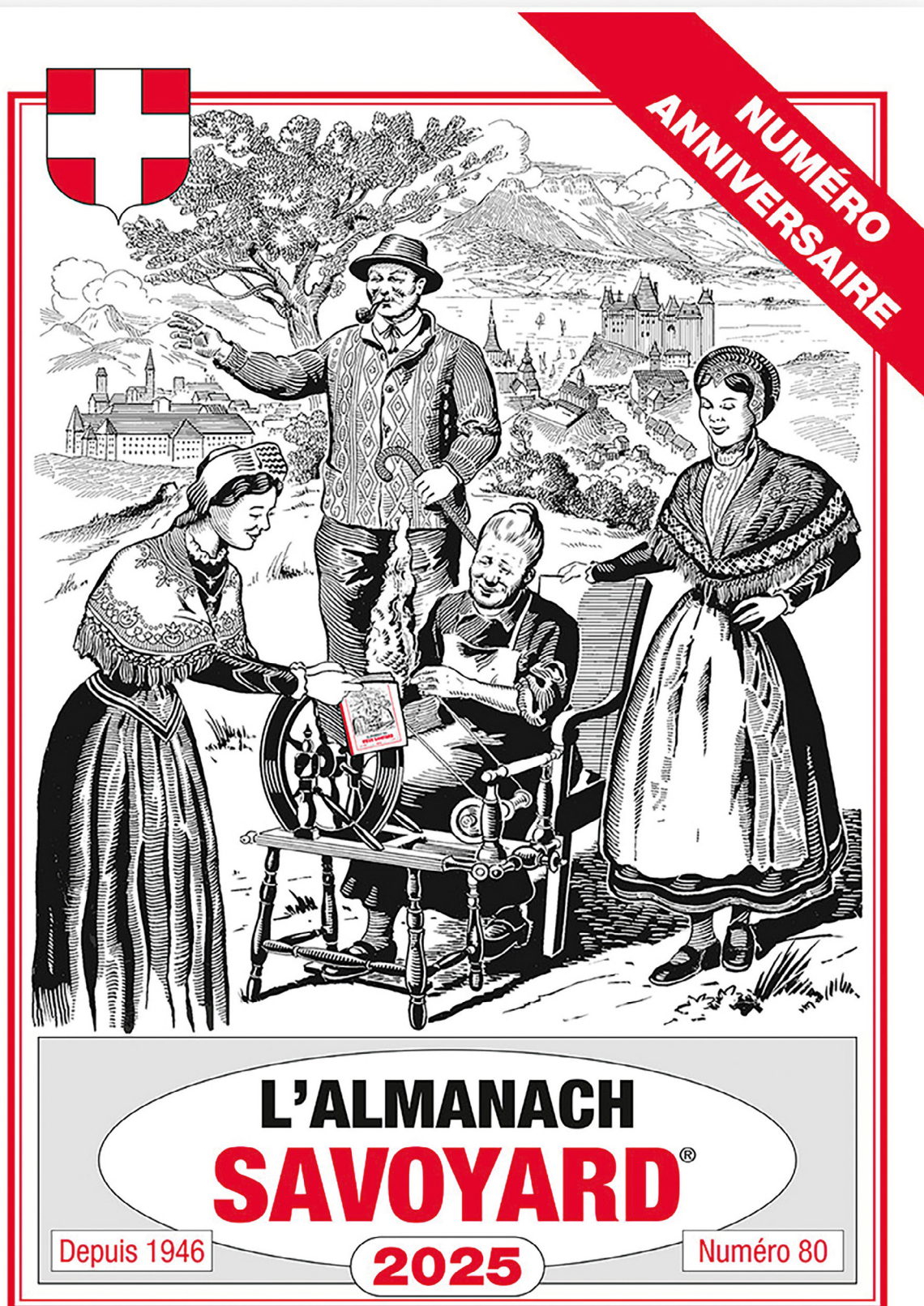
son esprit divague. Il repasse les grands moments du théâtre et de la chanson qui parlent de médecine, se rappelle comment les grandes évolutions ont surgi d'une petite observation, envoie quelques piques à sa patiente.

Hervé Laplante est un médecin qui exerce en milieu semi rural. Avec *Les Petites Histoires de la Médecine*, il exorcise son quotidien parfois étouffant

en faisant partager au spectateur ce qui traverse son esprit pendant qu'il entend les lamentations d'un patient en pleine forme. Cette autoproduction sans grands moyens n'a pas d'autre ambition que de vous distraire. Elle le fait plutôt bien, passant en revue quelques grands moments et anecdotes piquantes de l'histoire de la médecine. Un moment sympathique et distrayant. ■



À La Manufacture des Abbesses jusqu'au 27 octobre 2024. Dimanche : 20h00. Durée : 1h15. Texte : Guy Boley. Mise en scène : Denis Verguet. Avec : Hervé Laplante. Visuel : DR.



Attachant, surprenant, sympathique, utile au quotidien, l'Almanach Savoyard est Unique. Il met en avant notre patrimoine Savoyard. Ses nombreuses rubriques sur nos traditions, les événements passés en Pays de Savoie, l'histoire, ses documentaires, nos expressions Savoyardes, les témoignages de nos centenaires, les proverbes, ... permettent de découvrir les secrets de notre province Savoyarde.. **Date de parution : 1^{er} octobre 2024** - Editeur Arthema. **8,95 euros.**